Information sur le marché du travail

L'actualité économique EN ESTRIE

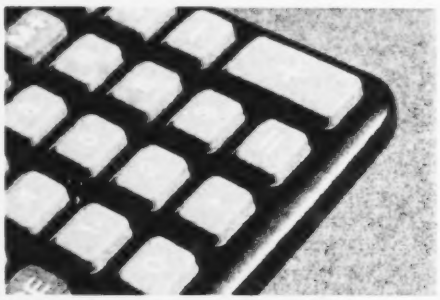
Mars 2005 | Volume 9, numéro 3

BILAN ANNUEL
LE MARCHÉ DU TRAVAIL EN ESTRIE ÉDITION 2004

Par
Gilles Lecours

Dans ce numéro :

Bilan annuel Le marché du travail en Estrie Édition 2004	1
Situation de l'emploi au mois de février	1
Faits saillants du marché du travail	2
Projets d'investissement	3
À propos de...	4
Profil d'entreprise	5
Placement en ligne	6
Quoi de neuf ?	7
Perspectives professionnelles	7

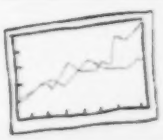


Dans un bilan du marché du travail, la simple comptabilisation des gains et des pertes d'emplois et les taux de chômage ou d'activité des individus confinent l'analyse à sa plus simple expression. C'est faire fi des personnes qui, dans leur quotidien, vivent des changements et traversent des passages entre la stabilité et parfois l'insécurité. C'est oublier le dynamisme des entrepreneurs qui, malgré des conjonctures pas toujours favorables, persistent à vouloir se démarquer et à bâtir dans leur communauté respective. En d'autres mots, c'est ne rien dire de la « clientèle », des utilisateurs des services d'Emploi-Québec. C'est également se soustraire à une analyse prospective qui, à terme, ouvre des pistes de réflexion et d'action susceptibles d'être structurantes pour l'ensemble des acteurs du marché du travail.

2004, un passage difficile

Pour 2004, en Estrie, les prévisions concernant l'emploi étaient, on le sait maintenant, un peu optimistes. Estimé par Statistique Canada[1], l'emploi en Estrie a reculé de 2 300 postes par rapport à l'année 2003. Pourtant, avec une croissance de l'emploi en 2003 de l'ordre de 3,1 points de pourcentage en Estrie, l'année qui vient de se terminer s'annonçait, à tout le moins, aussi bonne. Mais l'appréciation du dollar canadien et l'affirmation croissante de l'économie chinoise ont rattrapé notre secteur manufacturier qui contre toute attente, l'an dernier, avait pourtant généré l'essentiel de l'emploi.

(suite à la page 2)



Situation de l'emploi au mois de février

En Estrie, février 2005 au regard de février 2004

- **Taux de chômage de 7,9 %, en baisse de 2,4 points de pourcentage.**
- **12 300 chômeurs, soit une diminution de 3 800 personnes.**
- **Le nombre d'emplois est en hausse de 4 400 pour atteindre 144 100.**

INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL				
	Taux de chômage	Nombre d'emplois	Nombre de chômeurs	Taux d'activité
RMR de Sherbrooke[2]	7,5 %	81 800	6 600	66,1 %
Estrie	7,9 %	144 100	12 300	64,2 %
Ensemble du Québec	8,9 %	3 636 000	357 000	64,9 %

1. Enquête de la population active (EPA), 2005.
2. Selon Statistique Canada, une RMR (région métropolitaine de recensement) est un noyau urbanisé qui compte au moins 100 000 habitants.

BILAN ANNUEL
LE MARCHÉ DU TRAVAIL EN ESTRIE ÉDITION 2004

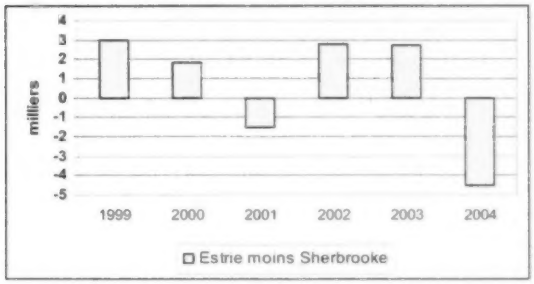
(suite de la page 1)

Il en est autrement pour le territoire de Sherbrooke où l'emploi a progressé de 2 200 postes, pour atteindre 81 800 emplois. C'est l'emploi à temps plein qui a davantage progressé, avec plus de 59 % des nouveaux emplois.

Une tendance lourde

De 1999 à 2004, le taux de croissance annuelle moyen de l'emploi dans les MRC hors Sherbrooke était de 0,4 %, alors qu'il se situait à 2 % en Estrie et à 3,2 % à Sherbrooke.

Création (pertes) d'emplois
Estrie moins Sherbrooke



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, 2005.

L'année 2004 aura été particulièrement dévastatrice pour l'emploi hors Sherbrooke, avec la perte de 4 500 postes.

Quelques faits saillants

Voici, en bref, quelques faits saillants du bilan 2004 que le lecteur peut consulter sur les sites d'Emploi-Québec : emploiquebecestrie.net et emploiquebec.net.

- En Estrie, en moyenne annuelle, le nombre de chômeurs est demeuré pratiquement au même niveau qu'en 2003, avec 12 000 chômeurs.
- En Estrie, pratiquement tous les indicateurs sont défavorables aux femmes : l'emploi, l'activité, le chômage, etc.

- En 2004, contrairement à l'année 2003, c'est dans la fabrication de biens durables que les pertes d'emplois ont été les plus nombreuses en Estrie (-3 700 postes).
- À Sherbrooke, les pertes d'emplois dans la fabrication sont nombreuses mais, au regard des services, c'est environ 3 800 emplois qui se sont ajoutés.
- En 2004, contrairement à la tendance des dernières années, les emplois techniques et professionnels sont en progression en Estrie.
- C'est le secteur de la construction[1] et les investissements institutionnels qui ont soutenu l'économie en 2004.

1. Avec tous les sous-secteurs des services s'y rattachant, comme l'immobilier, les assurances et les finances.

Faits saillants du marché du travail en Estrie

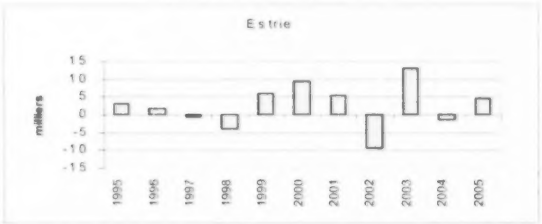
Par Gilles Lecours

LES INDICATEURS DU MOIS DE FÉVRIER 2005

Les indicateurs de ce mois de février sont relativement bons, surtout par rapport au même mois de l'an dernier. Comme on le sait maintenant, ces derniers n'étaient pas des plus positifs. Lorsqu'on observe, pour l'Estrie, la série historique des dix dernières années, le mois de février (toujours au regard de l'année précédente) est en gain ou en perte d'emplois presque une fois sur deux.

Par contre, on observe à Sherbrooke des gains systématiques d'emplois, soit 4 300 postes pour ce mois de février.

Création (pertes) d'emplois en Estrie
pour les mois de février



(suite à la page 3)

Faits saillants du marché du travail en Estrie

(suite de la page 2)

Comme au bilan de l'année 2004, ce sont les MRC hors Sherbrooke qui affichent un résultat pour le moins décevant avec une création d'emplois estimée à une centaine de postes.

Les autres indicateurs suivent la même logique. Par exemple, en Estrie autant qu'à Sherbrooke, le taux de chômage est en recul. En Estrie, il passait de 10,3 % en février 2004 à 7,9 % en février 2005. À Sherbrooke, il passait de 8,4 % en 2004 à 7,5 % en 2005.

La population active

La population active, en Estrie, s'est accrue d'un modeste 600 personnes. Toutefois, à Sherbrooke, l'accroissement de la population active se chiffre à 3 800 personnes. C'est dire que les MRC hors Sherbrooke accusent une importante baisse estimée à 3 200 individus. Ceci est conforme à ce que nous avons observé au bilan de l'année 2004, soit une désaffection des travailleurs des milieux moins urbanisés.

Les secteurs

Le secteur de la production de biens a perdu des emplois tandis que celui des services était en forte hausse d'emplois. Ceci est également conforme à la tendance observée en 2004, alors que le secteur de la fabrication subissait de lourdes pertes en raison du dollar et des difficultés de certaines entreprises à accroître leur productivité.

	Février 04	Février 05	Var. (000)
Biens durables	21,6	19	-2,6
Biens non durables	20,4	16,7	-3,7
Secteur des services	87,6	99,6	12

Les projets d'investissement

Par Jocelyne Brochu

MRC de Coaticook

Parc industriel

Investissement, en plusieurs étapes, de 6 millions de dollars pour aménager, à Coaticook, un nouveau parc industriel sur un terrain acheté par la ville en 2002. *(La Tribune, 5 février 2005)*

Pisciculture de Baldwin

Investissement de 10 millions de dollars, d'ici 2007, pour en faire un site récréo-touristique. En 2005, 1,2 million de dollars seront investis pour aménager un pavillon d'accueil et un parcours de pêche. *(La Tribune, 5 février 2005)*

MRC Le Haut-Saint-François

Omni-Med

Investissement de 2 millions de dollars du Fonds de solidarité FTQ pour commercialiser la Clinique médicale virtuelle et acquérir le Centre de santé intégrale et de recherche clinique de Cookshire. *(La Tribune, 2 février 2005)*

Salle Guy-Veilleux

Investissement de 600 000 dollars pour agrandir la salle communautaire afin d'y aménager un centre de conditionnement physique et une piscine. *(Le Haut-Saint-François, 12 février 2005; La Tribune, 28 février 2005)*

MRC Le Val-Saint-François

Ville de Valcourt

Investissement de 1,9 million de dollars pour enfouir les réseaux câblés de distribution. *(La Tribune, 23 février 2005)*

Ville de Sherbrooke

Callio Technologies

Investissement de 1,2 million de dollars par MSBi et la Société Innovatech du sud du Québec pour commercialiser Callio Secura, un outil d'évaluation et de gestion de la sécurité informatique.

À propos de...

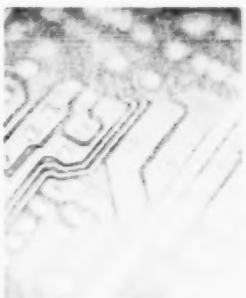
Par
Michèle Roy

UN SECTEUR DE LA NOUVELLE ÉCONOMIE EN ÉMERGENCE EN ESTRIE : L'ÉLECTRONIQUE DE POINTE POUR LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

L'émergence d'un secteur

Regroupées au sein d'une même catégorie dans le système de classement des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), l'industrie de l'information et l'industrie culturelle constituent toutefois des univers où oeuvrent des entreprises fort variées. Essentiellement, ces deux industries englobent le monde de l'édition (journaux, bases de données et logiciels, etc.), la production de films et l'enregistrement sonore, la radiotélévision, les services de télécommunications de même que les services d'information et de traitement des données (agence de presse, par exemple).

Récemment, dans le cadre des projets ACCORD[1], les leaders socioéconomiques estriens ont établi l'électronique de pointe pour les technologies de l'information comme un créneau dont il faut favoriser le développement dans la région. Le créneau ciblé intègre une partie des industries mentionnées au paragraphe précédent mais embrasse aussi plus large. On y vise toute l'électronique de pointe (équipements informatiques et logiciels) répondant aux besoins propres des secteurs de la communication et de la gestion de l'information. L'infrastructure régionale de recherche et de transfert de technologie n'est pas étrangère aux choix des intervenants estriens. En effet, les réalisations de l'Université de Sherbrooke en génie logiciel et en compression de la parole bénéficient d'une grande notoriété. Les intervenants s'appuient en plus sur les ressources techniques en transfert de technologies du centre collégial Microtech. Il est vrai aussi qu'avec les années, grâce à l'expertise régionale, le bassin d'entreprises liées à l'électronique ou aux technologies de l'information a augmenté dans la région : SMIS R&D inc., Médiatrix, Quantiscript, SiXtron, etc.



L'emploi et les travailleurs

Les industries de l'information et culturelles procurent de l'emploi à 1 600 personnes en Estrie. Avec 43,9 % et 30,7 % des emplois respectivement, les secteurs de la radiotélévision et des télécommunications (Bell Canada, TVA, etc.) et celui de l'édition (La Tribune, par exemple) représentent les deux activités majeures. La fabrication de produits et de matériel informatiques, électroniques et électriques, quant à elle, occupe près de 1 000 personnes. Les emplois offerts exigent principalement une compétence de niveau technique[2] (34,1 %) ou intermédiaire[3] (34,4 %).

Étant peu homogènes, ces secteurs offrent des possibilités d'emplois variées requérant des compétences très diversifiées : téléphonistes, assembleurs et vérificateurs de matériel électronique, installateurs et réparateurs de matériel de télécommunications, cadreurs de films, journalistes, ingénieurs électriciens et électroniciens, ingénieurs informaticiens, etc.

Recherche et formation

Si l'on en juge par les intentions exprimées par l'Université de Sherbrooke, celle-ci est appelée à jouer un rôle très actif dans l'évolution de l'électronique de pointe pour les technologies de l'information. À cet égard, elle signifiait, en novembre 2004, son intention d'offrir un nouveau baccalauréat en imagerie et en médias numériques (logiciels, infographie, traitement d'images et de la vidéo, traitement du son et de la parole, vision artificielle, etc.). De même, elle avait déjà annoncé, un an plus tôt, qu'elle investirait 30 millions de dollars dans un centre d'excellence en génie de l'information. Et cela, sans compter les projets en collaboration avec Ubi-Soft, dont elle faisait part en février dernier.

Tous ces investissements pourraient servir comme effet de levier pour attirer des entreprises de la nouvelle économie en Estrie. La région en a fortement besoin pour retenir un plus grand nombre des diplômés collégiaux et universitaires formés ici.

Source : Statistique Canada, Recensement 2001.

1. Projet d'action concertée de coopération régionale de développement (ACCORD) mis en place par le gouvernement du Québec.
2. Généralement diplôme collégial ou secondaire professionnel. Source : *IMT en ligne*.
3. Généralement diplôme secondaire général. Source : *IMT en ligne*.

TVA·TÉLÉ 7
QUEBECOR MEDIA
tva.canoe.com

Profil d'entreprise

Par
Danielle Gladu

L'entreprise existe depuis 1956. À l'origine, elle portait le nom de CHLT-TV. Au fil de fusions et d'acquisitions ayant pris place dans le domaine des communications, TVA en a fait l'acquisition en 1989. Elle porte aujourd'hui le nom de TVA TELE 7.

DOMAINE D'ACTIVITÉ

Le Groupe TVA – division TELE 7 œuvre dans le domaine de la télévision. En plus de produire et de mettre en ondes l'émission « LA VIE EN ESTRIE » ainsi que les bulletins de nouvelles régionales, TVA TELE 7 fait la production des commerciaux locaux et des promotions **pour l'ensemble du réseau TVA et des canaux spécialisés de TVA***. Cette station rejoint un auditoire allant notamment jusqu'à Victoriaville, Princeville, Drummondville et Lac-Mégantic.

**LCN, canal Argent, Shopping TVA, canal Mystère.*

NOMBRE D'EMPLOYÉS

L'entreprise compte 80 personnes, regroupées sur la rue King Ouest. Selon les postes, il y a quatre types d'horaires de travail : 4 h à midi, 10 h à 18 h 30, 9 h à 17 h et 16 h à 1 h.

TYPES D'EMPLOIS

Employés de bureau : environ dix personnes : téléphonistes, préposés au routage (feuilles de route des commerciaux locaux), secrétaire de direction, secrétaire aux ventes, coordonnatrice ventes marketing, coordonnatrice promotion réseau, coordonnatrice production commerciale.

Conseillers publicitaires : sept personnes.

Journalistes et membres de l'équipe des nouvelles : environ vingt personnes. Outre les journalistes : réalisateurs, cinéastes monteurs, maquilleurs, préposés au sous-titrage.

Techniciens – production : environ 25 personnes : aiguilleurs, opérateurs affichage électronique, opérateurs magnétoscope, infographistes, preneurs de son, techniciens en maintenance, techniciens camion micro-ondes, graphistes, monteurs, rédacteurs concepteurs.

Réalisateurs : une douzaine de personnes.

Personnel de direction : directeur général, production, nouvelles et promotion réseau.

CRITÈRES D'EMBAUCHE

Conseiller publicitaire : baccalauréat en administration, avec spécialisation en marketing. Une expérience dans la vente et une connaissance du marché des médias constituent des atouts.

Emplois reliés à la production : plusieurs formations s'avèrent pertinentes. Quelques exemples : formation de niveau collégial (DEC) en Art et technologie des médias (CEGEP de Jonquière), DEC en infographie, DEC en Communications (Collège Algonquin). En tout temps, l'expérience pertinente revêt de l'importance.

Autres types d'emplois : ceux-ci peuvent requérir, selon le cas, un baccalauréat en journalisme, en communications, en administration (marketing), une formation de niveau collégial (DEC) en électrotechnique, etc.

APERÇU DES SALAIRES

Les salaires offerts pour les postes syndiqués des services administratifs, des nouvelles et de la technique vont de 30 000 $ à 58 000 $ par année.

BESOINS EN MAIN-D'ŒUVRE

Compte tenu du domaine dans lequel œuvre l'entreprise, le personnel est très stable. Par contre, bien qu'on ne compte pas créer de nouveaux postes, des besoins de remplacement (départs à la retraite surtout) peuvent survenir, principalement pour des postes reliés à la réalisation et à la production.

MOYENS DE RECRUTEMENT

En tout temps, il est possible de faire parvenir un CV, de préférence par courriel ou par la poste. Les CV reçus sont conservés pendant une période d'un an. On y a d'abord recours pour combler les postes qui deviennent disponibles. Le cas échéant, les offres d'emploi sont publicisées via JOBBOOM ainsi que des canaux spécialisés dans le domaine. Une exception toutefois : pour les postes reliés aux ventes et marketing, l'entreprise utilise plutôt le journal *La Tribune* et *La Nouvelle de Sherbrooke* pour publiciser ses offres d'emploi.

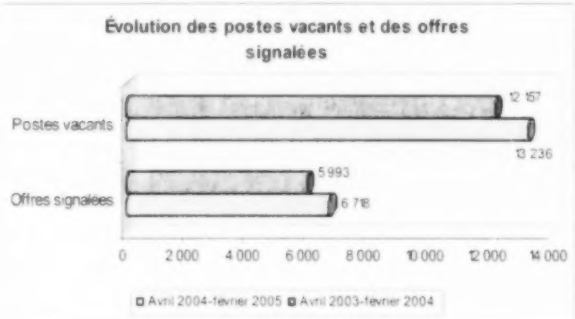
Adresse : 3330, rue King Ouest
Sherbrooke (Québec) J1L 1C9
Téléphone : (819) 565-7777
Télécopieur : (819) 565-4650
Courriel : linda.viens.@tele-7.tva.ca
Site Internet : TVA.CANOE.COM

Placement en ligne

Par
Jean Pellerin

Faits saillants – Période du 1er avril 2004 au 28 février 2005 comparativement à celle du 1er avril 2003 au 28 février 2004.

Pour ces deux périodes de référence, correspondant aux onze premiers mois de l'année budgétaire, les données les plus récentes montrent, par rapport à l'an dernier, une augmentation de 12 % des offres signalées et de 9 % des postes vacants affichés.



Tel que noté au début de l'hiver 2005, le nombre de nouveaux employeurs utilisateurs de Placement en ligne s'est maintenu pour atteindre plus de 1 500 entreprises à la fin février, soit autant qu'à la même période l'an dernier.

L'analyse d'autres données fait entre autres ressortir les éléments suivants :

- le nombre de postes vacants affichés est à la baisse sur le territoire du CLE de Windsor (-34 %) alors qu'il est à la hausse sur les autres territoires de l'Estrie;
- des hausses significatives sont constatées pour les territoires du CLE d'Asbestos (+318 %*), de Sherbrooke-Ouest (+8 %) et de Magog (+7 %);
- le nombre de postes vacants nécessitant un diplôme d'études collégiales a augmenté de 40 %;
- le nombre de postes vacants ne demandant aucune expérience de travail a diminué de 15 %;
- le nombre de chercheurs d'emploi inscrits est stable puisqu'on compte, cette année encore, près de 7 000 candidatures sur tout le territoire de l'Estrie;
- le nombre de diplômés universitaires inscrits s'est accru de 11 % alors que le nombre de diplômés collégiaux a diminué de 8 %.

* Le nombre de postes vacants signalés est passé, en nombre, de 200 à 837.

Faits saillants – Février 2005

Pour la période du 1er au 28 février 2005, l'examen des données permet notamment de constater que :

- la tendance à la hausse des offres d'emploi signalées pour la MRC d'Asbestos se poursuit;
- le nombre de postes vacants signalés pour les catégories Personnel de bureau ainsi que Personnel de la vente et des services (codes CNP[1] 62, 64 et 66) représente 50 % des postes affichés sur Placement en ligne;

- le nombre de postes vacants signalés reliés à la transformation, à la fabrication et au montage (codes CNP 94 et 95) représente 4 % des postes affichés, soit sensiblement le même nombre qu'en février 2004;
- 845 candidatures de chercheurs d'emploi ont été inscrites. De ce nombre, 38 % ont un diplôme d'études secondaires, 21 % un diplôme d'études collégiales et 30 % un diplôme d'études universitaires;
- comparativement à février 2004, on constate une augmentation de 16 % des candidatures inscrites.

Effet des modifications apportées à Placement en ligne

Depuis le 10 décembre 2004, les chercheurs d'emploi peuvent s'inscrire selon deux statuts (étudiant ou régulier) et choisir d'afficher leur candidature en fonction d'un domaine d'emploi ou d'une occupation professionnelle. Les rapports de février sont les premiers à nous signaler que :

- dans 46 % des cas, les chercheurs d'emploi ont préféré inscrire leur candidature en fonction d'un domaine d'emploi plutôt que d'une occupation professionnelle;
- les plus grands bassins de chercheurs d'emploi se retrouvent dans ces catégories : Personnel de secrétariat et de bureau, Sciences sociales, enseignement et administration publique ainsi que Vente;
- des efforts importants devront être faits par Emploi-Québec pour faire connaître ces changements aux employeurs et aux chercheurs d'emploi.

1. Réfère à la Classification nationale des professions.

Par
Michel Chrétien

LE SALON PRIORITÉ-EMPLOI A LE VENT DANS LES VOILES !

Les derniers préparatifs du salon vont bon train et se déroulent dans l'enthousiasme : au dernier bilan, près de 1 200 emplois seront offerts aux personnes à la recherche d'un emploi, comparativement à 750 l'an dernier! De plus, de nouveaux employeurs participeront à l'événement et feront partie des 55 exposants qui accueilleront les visiteurs les 8 et 9 avril prochain, à l'Édifice d'Expo-Sherbrooke.

LES PERSPECTIVES PROFESSIONNELLES, UN OUTIL INDISPENSABLE POUR CONNAÎTRE LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Par
Gilles Lecours

Tout récemment paraissait la nouvelle publication *Le Marché du travail dans la région de l'Estrie, Perspectives professionnelles 2004-2008 pour l'ensemble des métiers et des professions.*

On y apprend entre autres, que selon les dernières estimations d'Emploi-Québec Estrie, 10 300 nouveaux postes devront être pourvus entre 2003[1] et 2008. À cette demande d'expansion engendrée par la croissance économique, il faut ajouter plus de 15 100 autres emplois qui seront disponibles en raison des départs à la retraite de la main-d'œuvre présentement en emploi.

> Entre 2003 et 2008, plus de 25 400 postes seront disponibles en Estrie, et cela dans pratiquement toutes les sphères d'activité et pour des centaines de métiers et de professions.

À titre de comparaison, entre 1998 et 2003, il s'est ajouté 21 200 emplois en Estrie. C'est dire que les prévisions pour cet exercice des perspectives professionnelles, compte tenu du poids relatif des remplacements, demeurent très réalistes.

Avec un taux de croissance annuelle moyen de 1,4 %, la région se classe au même niveau que la moyenne québécoise. Sur l'horizon de 2008, la croissance économique en Estrie sera la source de 40,5 % des nouveaux emplois, alors que la demande créée en raison de l'attrition atteindra 59,5 %.

> Peu importe le niveau de scolarité ou de compétence, des postes seront disponibles pour les chercheurs d'emploi.

Pour en savoir davantage sur cette nouvelle version des perspectives professionnelles en Estrie, il suffit de visiter les sites Internet emploiquebec.net et emploiquecbecestrie.net. Ce document est également disponible dans les centres locaux d'emploi (CLE) de la région.

1. L'année 2003 est la dernière année pour laquelle des données annuelles étaient disponibles au moment de la réalisation de cette étude.

L'ÉQUIPE DU JOURNAL

Roger Trembiay, directeur
Danielle Gladu, responsable

Jocelyne Brochu
Gilles Lecours
Michèle Roy
Brigitte Simoneau

Collaboration : Jean Pelletier
Michel Chrétien

Pour tout commentaire ou suggestion
dr.estrie.eq@messf.gouv.qc.ca

N. B. Le masculin n'est utilisé, selon la situation, que pour alléger le texte.